Benjamin Stora
La guerre des mémoires
La France face à son passé colonial
entretiens avec Thierry Leclère

« L'historien plaide pour un regard lucide de la France sur son passé colonial. »
L'Humanité

l'urgence de comprendre

Extrait de la publication

l'aube poche

Extrait de la publication

Extrait de la publication

La guerre des mémoires

Extrait de la publication

La collection *l'Aube poche essai*
est dirigée par Jean Viard

série *L'urgence de comprendre*

© Éditions de l'Aube, 2011
pour la présente édition
www.aube.lu

ISBN 978-2-8159-0138-3

Extrait de la publication

Benjamin Stora
Entretiens avec Thierry Leclère

La guerre des mémoires

La France face à son passé colonial

éditions de l'aube

Extrait de la publication

Du même auteur (parmi les plus récents) :

Les trois exils, Juifs d'Algérie, Stock, 2006
Immigrances : L'immigration en France au XXe siècle (avec Émile Temine), Hachette Littératures, 2007
Les Immigrés algériens en France : une histoire politique, 1912-1962, Hachette Littératures, 2009
Le Mystère De Gaulle. Son choix pour l'Algérie, Robert Laffont, 2009
Mitterrand et la guerre d'Algérie (avec François Malye), Calmann-Lévy, 2010
Lettres, Récits, et Carnets des Français et des Algériens pendant la guerre d'Algérie, éditions Les Arènes, 2010
Le Nationalisme algérien avant 1954, CNRS éditions, 2010
Algérie 1954, l'Aube poche, 2011

Remerciements
Un grand merci à Malika et Karima Chala pour leur générosité, leur travail diurne et nocturne et leur énergie à toute épreuve. Merci infiniment à Sylvie Even pour son regard affûté et sa relecture professionnelle, à Thierry Kübler et à Pascal Blanchard. À Jean Viard, Marion Hennebert, Stéphanie Khayat et aux équipes de l'Aube pour leur amour du métier et leur réactivité. Et, bien entendu, merci à Samia pour son soutien critique, corrosif, éruptif et passionné.

Extrait de la publication

Avant-propos

La France est malade de son passé colonial. Pour l'avoir trop longtemps repoussé aux marges de son histoire, marginalisé à l'université et dans les manuels scolaires, il est revenu comme un boomerang dans le débat public.

Tel un secret de famille qui explose, un soir, à table, la question coloniale a ressurgi avec la loi de février 2005 qui voulait consacrer « le rôle positif » de la colonisation française. Le président Jacques Chirac a dû faire marche arrière et désavouer sa majorité, un an plus tard. Cette reculade a été un révélateur très puissant : la France n'est toujours pas réconciliée autour de la décolonisation et de la perte de l'Algérie française.

Comment s'en étonner, d'ailleurs ? Nous sortons à peine de l'examen de la période de Vichy et des responsabilités de l'État français. Un passé

Extrait de la publication

réveillé dans les années 1970, par le regard d'universitaires étrangers, comme l'américain Robert O. Paxton.

Alors, qui a peur de rouvrir la question coloniale ? Pour nombre d'intellectuels et d'hommes politiques qui nourrissent les colonnes des journaux, la question est tout simplement taboue. Communautarisme ! Maladie de la repentance ! Tyrannie de la pénitence ! Thuriféraires, parfois sincères, de la République, ils crient à l'assassinat de Marianne, déclarent la France humiliée ou en danger de mort sous les assauts du communautarisme… Étrange conception de la République qui refuse d'accepter en son sein, à part entière, les millions Français issus de la colonisation.

Dans cette foire d'empoigne qui réveille les mémoires de revanche et le retour en force des nostalgiques de l'Algérie française et de l'empire, la voix de Benjamin Stora est précieuse, pour de multiples raisons. Spécialiste de l'histoire du Maghreb et de la question coloniale, il défriche inlassablement cette période avec la rigueur des grands chercheurs, tout en refusant de se retrancher derrière l'apolitisme et la neutralité, religion de tant d'universitaires. Intellectuel engagé, sa famille d'historiens va de Jules Michelet à Pierre Vidal-Naquet ou Jean-Pierre Vernant.

Extrait de la publication

Benjamin Stora sait « d'où il parle ». Juif d'Algérie, né à Constantine au mitan du XXe siècle, il a gardé en héritage de cette saga familiale heurtée une indéracinable foi en la République, quasi mystique. Doublée d'une grande sensibilité aux minorités et d'une allergie aux dénis de justice.

C'est pourquoi ces journées de dialogue avec lui ont été un enrichissement et un plaisir intellectuel que nous voulions vous faire partager. Benjamin Stora nous aide à dépasser les simplismes sur la question coloniale, tout en restant arrimé à des valeurs fortes, comme l'égalité de tous les citoyens. Qu'il en soit sincèrement remercié. En espérant, surtout, que vous partagerez cette complicité.

Thierry Leclère
Paris, le 15 février 2007.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Le deuil inachevé de l'empire colonial

Thierry Leclère – *Harkis, pieds-noirs, descendants d'esclaves ou petits-enfants de colonisés… La guerre des mémoires enfle. Chaque communauté, réelle ou autoproclamée, réclame une stèle, un mémorial, une loi. Pourquoi ce débat s'est-il réveillé depuis quelques années ?*

Benjamin Stora – La France compte, aujourd'hui, sept à huit millions de personnes issues des anciennes colonies, soit deux fois plus que dans les années 1980. Les jeunes issus de cette immigration essentiellement maghrébine et africaine se posent des questions sur leurs origines et sur les raisons des discriminations dont ils sont victimes : la Haute Autorité de lutte contre les discriminations (Halde) relève, dans son rapport 2006, qu'un candidat d'aspect nord-africain a, par exemple, dix fois

Extrait de la publication

moins de chances d'obtenir un logement qu'un candidat dit « de référence », à revenu, emploi ou situation de famille égaux.

Pour la première génération immigrée arrivée en France, la question primordiale était de trouver un travail. Cette préoccupation l'emportait sur toutes les autres. Ensuite, les enfants de la seconde génération réclamèrent l'intégration politique : ce furent les grandes manifestations comme la « Marche pour l'égalité » de 1983. La troisième génération qui arrive aujourd'hui revendique plus que l'égalité politique ; les jeunes de l'immigration post-coloniale veulent être français à part entière. Ils ne supportent plus le regard porté sur eux, et lorsqu'ils réfléchissent au pourquoi des discriminations, ils se heurtent inévitablement à l'histoire coloniale ; ils y retrouvent des processus semblables de ségrégation et de mise à l'écart. C'est pourquoi leurs revendications et leurs interrogations sur le passé colonial viennent aujourd'hui bousculer la société française, ses élites, ses intellectuels, ses historiens.

Parallèlement, d'autres revendications ont émergé. Les Arméniens, d'abord, avec la question de la reconnaissance du génocide de 1915. Et puis est apparue la « communauté noire » qui a pris la parole publiquement en France en 1992, avec les

Extrait de la publication

contre-manifestations liées aux commémorations du 500e anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Cinquante ans après la fin de l'empire, la question coloniale, en France, enflamme toujours les esprits. Pourquoi ?

Au cœur de la transmission de l'histoire coloniale, l'Algérie est centrale pour de multiples raisons : la présence française dans ce pays pendant près d'un siècle et demi, la succession de trois ou quatre générations d'Européens de 1830 à 1962 traumatisés par la perte de leur terre natale, le rôle important des troupes supplétives et l'arrivée d'une importante immigration algérienne en métropole des années 1930 aux années 1970… Des millions de personnes se sentent toujours concernées par cette guerre d'Algérie qui a fait d'innombrables victimes.

On dit d'ailleurs « guerre d'Algérie » alors que le terme « guerre d'indépendance » serait plus juste, non ?

Effectivement, c'est le terme le plus approprié. L'expression « guerre d'Algérie » pose problème, elle appartient au champ lexical « français ». En Algérie, on a parlé de « guerre de libération nationale », de « révolution algérienne ». Aujourd'hui,

Extrait de la publication

s'impose l'expression « guerre d'indépendance algérienne ». La dénomination du conflit est prise dans l'étau des légitimités nationales. En France, on croit parfois que le nom de « guerre d'Algérie » est apparu récemment, il n'en est rien. Le terme a été utilisé dès 1955 par la presse, à partir du moment où le gouvernement a décidé d'envoyer les rappelés. Pendant un an et demi, l'expression est employée mais pour désigner le combat mené contre les « rebelles », les « hors-la-loi », les « terroristes », autant d'appellations privant l'ennemi de sa dimension de combattant. On ne perçoit pas encore cette guerre comme un conflit entre deux nations. Le mot « guerre » réapparaît en 1960 dans le livre de Jules Roy, *La Guerre d'Algérie*. L'écrivain, qui a rejoint la cause indépendantiste, ouvre la voie à l'utilisation du mot guerre dans son sens actuel.

Reste la question de l'utilisation du génitif (guerre d'Algérie) plutôt que du datif (guerre en Algérie). L'expression « guerre d'Algérie » adoptée à l'époque signifiait, au fond, que l'Algérie était toujours française. On reconnaissait l'évidence de la guerre mais pas celle de la nation algérienne. La réalité du conflit mais pas la possibilité de l'indépendance. L'expression « guerre en Algérie » aurait davantage signifié la séparation d'avec la métropole ; elle aurait supposé l'existence d'une Algérie

Extrait de la publication

précoloniale, contredisant en cela l'intemporalité revendiquée par l'idée coloniale d'une « Très Grande France ».

Dès la signature des accords d'Évian, la *guerre* disparaît, en France, des discours. Un fait classique, surtout lors des défaites. Les Algériens, eux, ont tout de suite parlé de « guerre de libération », de « révolution », puis, plus récemment, de « guerre d'indépendance ». Pour la société algérienne, la « guerre d'indépendance » fonde la nation algérienne et, par répercussion, cristallise le sentiment national. La guerre constitue donc une rupture des représentations. Les mémoires collectives, les images de l'autre et de soi s'y brisent et s'y refondent.

En France, chaque groupe cultive ses souvenirs : pieds-noirs, appelés du contingent, harkis… Ce qui frappe, c'est l'extrême cloisonnement de ces différentes mémoires de la guerre d'Algérie.

Les différents groupes s'accrochent à des lieux ou des dates charnières symboliques pour étayer leurs revendications mémorielles. Les harkis ont demandé la destruction des camps où ils avaient été parqués lors de leur arrivée en France. Certains pieds-noirs se construisent une mémoire autour des enlèvements d'Européens à Oran, le 5 juillet 1962. Quant aux anciens soldats de la guerre

Extrait de la publication